

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 16 février au 20 février 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : Création de l'Autorité du Corridor Djibouti-Éthiopie-Soudan du Sud-Ouganda
- ❖ **Éthiopie** : 72 M USD de la BafD pour renforcer la résilience climatique
- ❖ **Kenya** : rachat de 2,2 Md USD d'eurobonds et nouvelle émission en dollars

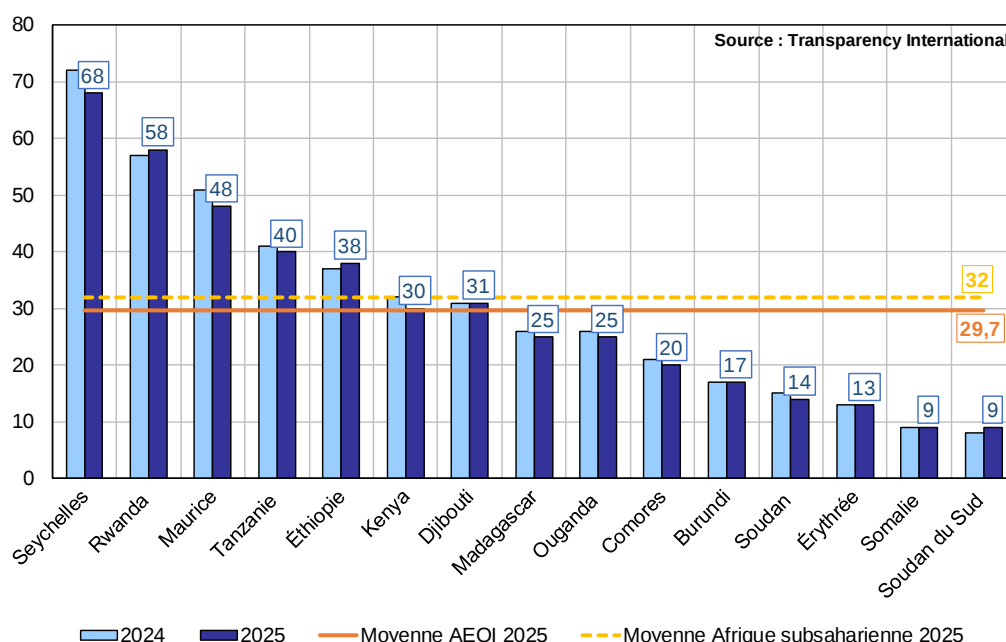
LE CHIFFRE A RETENIR

20 tonnes

TANZANIE: CIBLE DE RESERVES D'OR DE LA
BANQUE CENTRALE, (ENVIRON 3,2 Md USD)

Le graphique de la semaine

AEOI : Indice de perception de la corruption 2025



L'indice de perception de la corruption (IPC) évalue le niveau de corruption perçue dans le secteur public de 180 pays, sur une échelle allant de 0 (très corrompu) à 100 (très peu corrompu). En 2025, la région Afrique de l'Est et de l'océan Indien (AEOI) affiche une moyenne en baisse à 29,7 (contre 30,4 en 2024). Cette moyenne reste inférieure à celle de l'Afrique subsaharienne, également en baisse à 32 (contre 33 en 2024). Seuls deux pays de la zone améliorent leur score en 2025: Le Rwanda (passant de 57 à 58) et l'Éthiopie (passant de 37 à 38). Les Seychelles restent en tête du continent africain, devant le Cap-Vert, le Botswana et le Rwanda (ex aequo en troisième position) et Maurice.

REGIONAL

Création de l'Autorité du Corridor Djibouti-Éthiopie-Soudan du Sud-Ouganda

Le 15 février à Djibouti, les États partenaires ont signé l'accord portant création de l'Autorité du Corridor Djibouti-Éthiopie-Soudan du Sud-Ouganda (DESSU), un an après la conclusion du protocole d'accord initial. Cette nouvelle structure sera chargée de coordonner la mise en œuvre du projet, d'assurer l'harmonisation réglementaire et de piloter le développement des infrastructures le long de l'axe. Le corridor reliera le port de Djibouti à Addis-Abeba, Jimma, Boma, Raad, Kapoeta, Nimule, Gulu et Kampala, établissant une continuité logistique entre la mer Rouge et les Grands Lacs. L'objectif est de réduire les coûts logistiques, raccourcir les délais de transit et renforcer la fiabilité des chaînes d'approvisionnement logistiques. À terme, les gouvernements misent sur une augmentation des échanges commerciaux, un essor industriel et une croissance économique soutenue dans la région.

Le Burundi assume la présidence de l'Union africaine pour 2026

Le 14 février, le président burundais Evariste Ndayishimiye a pris la présidence 2026 de l'Union africaine lors de sa 39^e session ordinaire à Addis-Abeba, succédant au président angolais Joao Lourenco. Dans son allocution, M. Ndayishimiye a évoqué les défis sécuritaires persistants, la multiplication des actions unilatérales, les pressions économiques et les impacts du changement climatique à travers l'Afrique.

BURUNDI

Renforcement de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

Le 30 janvier 2025, la [Banque de la République du Burundi \(BRB\)](#) a adopté un nouveau règlement renforçant le dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette réforme vise à aligner le cadre national sur les standards internationaux, notamment ceux du Groupe d'action financière et du Groupe de lutte contre le blanchiment d'argent d'Afrique de l'Est et australe. Pour appliquer ce règlement, la BRB a publié cinq circulaires fournissant des directives détaillées aux banques,

institutions de microfinance et prestataires de services de paiement. Ces circulaires couvrent : la connaissance client (KYC) et l'identification des clients ; les seuils pour les transactions importantes et les déclarations aux frontières ; les définitions et typologies des transactions suspectes ; les normes internes de conformité et de contrôle ; ainsi qu'une matrice de sanctions pour les manquements LBC/FT, garantissant une supervision renforcée des entités réglementées.

Forum sur la Gouvernance de l'internet en Afrique Centrale à Bujumbura

Du 16 au 21 février 2026, le Burundi a accueilli une nouvelle édition du Forum sur la gouvernance de l'internet en Afrique Centrale. Le forum a réuni des acteurs publics et privés, organisations de la société civile, universitaires et experts du numérique, offrant une plateforme stratégique de dialogue multipartite sur le développement numérique. Sous le thème « La technologie numérique : catalyseur d'innovation, d'inclusion et de développement durable », les discussions ont porté sur la cybersécurité, la protection des données, l'intelligence artificielle, la numérisation de l'administration publique et l'inclusion numérique, visant à renforcer la coopération régionale, et un internet sûr et accessible.

COMORES

La France accorde 3 M EUR d'aide budgétaire

L'Ambassadeur de France aux Comores et le ministre des Finances ont signé un accord portant sur une aide budgétaire globale de 3 M EUR, en appui à la mise en œuvre de mesures sociales inscrites dans la Loi de Finances pour 2026, dans un contexte de vulnérabilités économiques et climatiques marquées. L'aide sera mise en œuvre via l'Agence française de développement. Sur ce montant, 600 000 EUR financeront la phase pilote du projet d'Assurance Maladie Généralisée, qui devrait bénéficier à 18 000 ménages, en complément d'un projet de 16 M EUR. Par ailleurs, 1,7 million EUR soutiendront des établissements de santé et de formation professionnelle, en complément des projets PAES, PROFI et ODS financés par l'AFD. Enfin, 700 000 EUR contribueront à l'apurement d'une partie des arriérés de pensions de retraite, en lien avec les réformes appuyées par le FMI et l'Organisation internationale du travail.

Déboursement de 4,9 M USD après l'approbation de La 5^e revue du programme FMI

Le Conseil d'administration du FMI a finalisé la 5^e revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et conclu la consultation 2025 au titre de l'article IV des statuts du FMI avec les Comores, selon un communiqué du Fonds daté du 11 février. Cette décision permet un décaissement immédiat de 3,56 M DTS (environ 4,92 M USD), qui porte le montant total versé dans le cadre du programme FEC à 28,62 M USD depuis son approbation en juin 2023. Les performances du programme sont jugées globalement satisfaisantes, malgré des dérapages budgétaires corrigés par des mesures spécifiques. La croissance du PIB, estimée à +3,8 % en 2025, est projetée à +4,1 % pour cette année. L'inflation a diminué au cours de l'année 2025, s'établissant à +1,9 % en octobre 2025 en glissement annuel, contre +7,3 % en mars et +3,5 % en moyenne sur l'ensemble de l'année. Les réserves internationales demeurent confortables, équivalentes à 8 mois d'importations en 2025.

ÉTHIOPIE

71,9 M USD de la BAfD pour renforcer la résilience climatique

L'Éthiopie bénéficie d'un financement de 71,9 MUSD de la Banque africaine de développement (BAfD), signé le 10 février 2026, afin de renforcer la résilience climatique des communautés pastorales et agro-pastorales, particulièrement vulnérables aux sécheresses et aux chocs climatiques. Mobilisé par la BAfD en tant qu'entité accréditée du Fonds vert pour le climat, ce soutien combine 25,64 MUSD de don et 46,3 MUSD de prêt. Les fonds permettront notamment de financer des infrastructures hydrauliques, des systèmes d'irrigation communautaires, des infrastructures d'élevage visant à améliorer la productivité et la résilience du cheptel et des projets d'énergies renouvelables, contribuant ainsi à améliorer durablement la capacité d'adaptation des populations concernées.

KENYA

Rachat de 2,2 Md USD d'eurobonds et nouvelle émission en dollars

Le gouvernement kényan a annoncé une offre publique de rachat visant son euro-obligation de

1,2 Md USD (coupon 8,000 %, échéance 2032), ainsi que son euro-obligation de 1 Md USD (coupon 7,250 %, échéance 2028), parallèlement à un projet d'émission de nouvelle dette libellée en dollars en une ou plusieurs tranches. Le gouvernement avait déjà émis deux euro-obligations en février et octobre 2025. Les offres de rachat, combinées à l'émission des nouveaux titres, visent à gérer de manière proactive la dette extérieure du Kenya et à lisser le profil d'échéances des deux obligations. L'offre expire le 25 février 2026.

l'IFC investit jusqu'à 5 M USD dans la start-up de mobilité électrique Arc Ride

La filiale secteur privé de la Banque mondiale, la Société financière internationale (IFC), a annoncé le 12 février 2026 un investissement en capital pouvant atteindre 5 millions USD pour soutenir le tour de financement de série A d'Arc Ride, une entreprise kényane spécialisée dans la mobilité électrique, qui développe un réseau de batteries interchangeables pour motos électriques. Ce financement vise à renforcer la densité du réseau et la capacité de service au Kenya ; soutenir l'expansion vers de nouveaux marchés en Afrique ; renforcer les capacités technologiques via la recherche et développement et des améliorations progressives conformes aux standards internationaux. L'entreprise a noué des partenariats stratégiques pour installer des stations de remplacement de batteries et a attiré d'autres acteurs financiers, dont British International Investment pour (5 M USD) et Mirova International (10 M USD de dette senior sécurisée en septembre 2025).

Projet de loi pour mobiliser 90 % du Fonds ferroviaire (RDLF)

La [*Miscellaneous Fees and Levies \(Amendment\) Bill, 2025*](#), déposée au le Parlement le 19 décembre 2025 et actuellement soumise à la participation des parties prenantes jusqu'au 27 février 2026, prévoit que jusqu'à 90 % du Fonds de prélèvement pour le développement ferroviaire (RDLF) puissent être utilisés pour garantir des financements supplémentaires destinés aux infrastructures ferroviaires, notamment le Standard Gauge Railway (SGR). Ce prélèvement, fixé à 2 % de la valeur en douane de toutes les marchandises importées, servirait de base à une structure de titrisation similaire à celle appliquée au prélèvement sur les carburants pour l'entretien routier (RMFL). En juillet 2024, le Trésor avait titrisé 7 shillings sur les 25 shillings perçus par litre après avoir relevé la taxe de 18 à 25 shillings.

MADAGASCAR

Aide d'urgence de 142,5 M USD sollicitée après le cyclone Gezani

Le gouvernement de la Refondation de Madagascar a estimé à 142,5 M USD l'aide d'urgence nécessaire à la suite du passage du cyclone Gezani, qui aurait détruit environ 80 % de la ville de Tamatave. Ce montant, sollicité auprès des bailleurs internationaux, se répartirait entre la logistique (74 M USD), l'habitat (19 M USD) et le secteur agricole (11 M USD). Le 13 février, la Banque mondiale a annoncé la mobilisation de 37 M USD en réponse aux effets des cyclones Gezani et Fytia. Cette assistance, qui vise à soutenir 40 000 ménages parmi les plus touchés et est financée à partir de divers projets - le Projet de filets de sécurité et de résilience, le Projet régional pour la préparation aux situations d'urgence et l'accès à la reprise inclusive - ainsi que par l'activation du mécanisme de réponse d'urgence contingente, destiné à permettre un décaissement rapide en cas de crise.

MAURICE

Maintien du taux directeur à 4,5 %

Le comité de politique monétaire (CPM) de la Banque de Maurice a décidé, à l'unanimité, de maintenir son taux directeur à 4,5 %. Cette décision reflète une approche « prudente et attentiste » dans un contexte où l'équilibre des risques pesant sur la croissance et l'inflation ne justifie pas un ajustement immédiat de la politique monétaire. La croissance en 2026 devrait s'établir entre 3,3 et 3,5 %, portée par le secteur du tourisme, les services financiers et le commerce, soit une estimation en hausse par rapport à celle de novembre dernier (+3%). L'inflation (*headline inflation*), qui a atteint +3,8 % en janvier 2026 (après +3,7 % en décembre 2025), devrait s'établir à +3,6 % en fin d'année, demeurant dans la fourchette cible de la Banque centrale (de +2 à 5 %) et proche de l'objectif de moyen terme de +3,5 %.

UGANDA

Relance du partenariat avec le Fonds international de développement agricole

En marge du lancement, le 12 février 2026 à Rome, des consultations sur la 14^e reconstitution du Fonds

international de développement agricole (IFAD14), le ministre des Finances Matia Kasaija s'est entretenu avec le président de l'IFAD, Alvaro Lario. Cette rencontre intervient après l'approbation en décembre d'un financement de 100 M USD pour étendre le Projet national de développement de l'huile de palme (NOPP) au Busoga. Trois projets structurants sont en cours : (i) le National Oilseeds Project (NOSP) – 99 M USD – dédié aux filières d'oléagineux ; (ii) le National Oil Palm Project (NOPP) – 77 M USD – pour l'expansion durable de l'huile de palme ; et (iii) le Resilient Livestock Value Chain Project (ReLIV) – 99 M USD – axé sur la modernisation de l'élevage. Depuis 1981, 19 projets (659 M USD) ont soutenu revenus ruraux, sécurité alimentaire et transformation agricole.

RWANDA

Adaptation de la filière café aux standards européens

Les autorités rwandaises, via le *National Agricultural Export Development Board (NAEB)* et avec l'appui du PNUD et de la GIZ, s'approprient à présenter une feuille de route destinée à adapter la filière café aux nouvelles règles européennes relatives à la déforestation et au devoir de vigilance. Ce cadre opérationnel précise les priorités d'action et le calendrier d'exécution afin de sécuriser l'accès au marché européen, principal débouché des exportations. Le secteur fait vivre près de 400 000 petits producteurs et a généré plus de 148,6 M USD en 2024-2025, dont plus de 61 % à destination de l'Europe. La capacité à répondre aux nouvelles exigences, notamment en matière de traçabilité environnementale et de respect des normes sociales, constitue un enjeu déterminant pour les revenus agricoles et la compétitivité des exportations. Les travaux associent administrations, opérateurs privés, coopératives et partenaires techniques.

La BAfD et l'AIIB renforcent le financement de l'accès à l'énergie

Un addendum approuvé par le Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD) formalise l'intégration d'un prêt de 100 M USD de la Banque asiatique d'investissement (AIIB) pour les infrastructures au programme de financement basé sur résultats du secteur énergétique, portant l'enveloppe totale à 300 M USD. L'initiative prévoit l'extension du réseau électrique à plus de 200 000 nouveaux usagers, le déploiement de systèmes

solaires autonomes pour environ 50 000 ménages et la diffusion à grande échelle de solutions de cuisson propre. Le programme comprend également l'installation de chauffe-eau solaires et l'amélioration de la qualité de l'alimentation électrique pour les entreprises. À terme, il devrait renforcer la productivité, améliorer les conditions de vie et générer au moins 6 000 emplois directs et indirects, en ligne avec l'objectif d'accès universel à une énergie moderne et durable.

SOUDAN

L'inflation baisse à 60,3% mais la crise humanitaire persiste

Le taux d'inflation annuel au Soudan a été ramené à +60,3 % en janvier, contre +68,0 % en décembre, selon le Bureau central des statistiques, poursuivant la baisse amorcée après le record historique de 422,0 % en juillet 2021. Après avoir atteint 74,0 % en novembre 2025, la croissance des prix s'est modérée malgré la dépréciation continue de la livre soudanaise et le coût élevé des produits de première nécessité. Néanmoins, les ménages demeurent en grande difficulté, le conflit continuant de perturber revenus et échanges. L'amélioration de la sécurité à Khartoum et dans d'autres États entraîne des mouvements de population, certains habitants passant le Ramadan dans la capitale pour la première fois depuis près de trois ans. Des réfugiés commencent à revenir des pays voisins et les autorités anticipent de nouveaux retours après l'Aïd al-Fitr si la situation sécuritaire se maintient.

La Banque d'Omdurman se dit proche de rétablir ses liaisons bancaires internationales

La Banque nationale d'Omdurman, l'une des principales banques du pays, annoncé le 16 février 2025 qu'elle était proche de rétablir ses relations de correspondance bancaire avec des contreparties étrangères. Cette étape est cruciale pour reconnecter l'économie soudanaise, dévastée par la guerre, au système financier mondial. Après la sortie de la liste américaine des États soutenant le terrorisme en mai 2021, le Soudan s'était brièvement réintégré aux réseaux SWIFT et IBAN, mais le conflit survenu il y a 34 mois a interrompu cette dynamique. La guerre a fragilisé le secteur bancaire, obligeant la banque centrale à se concentrer sur les paiements domestiques et la stabilisation de la livre soudanaise.

SOMALIE

Le Royaume-Uni annonce 7,5 M USD d'aide

La ministre britannique du Développement international et de l'Afrique a annoncé 6 M GBP (7,5 M USD) d'aide humanitaire supplémentaire lors d'une visite à un entrepôt du Programme alimentaire mondial (PAM) à Mogadiscio avec le vice-Premier ministre Salah Ahmed Jama. Selon un communiqué de [l'ambassade britannique à Mogadiscio](#) publié le 12 février 2025, ce financement ciblera les zones les plus vulnérables et apportera un soutien à plus de 129 000 personnes touchées par la sécheresse. La ministre a fait état de l'activation de la police d'assurance *African Risk Capacity* (ARC) soutenue par le Royaume-Uni, déclenchant 3,4 M USD de paiements rapides au gouvernement somalien pour répondre à l'urgence liée à la sécheresse. Elle a également discuté avec le président somalien de l'activation de l'assurance ARC *Replica pour Start Network* et le PAM, débloquant plus de 2 M USD pour les partenaires humanitaires. La facilité *Start Ready de Start Network* a déjà versé près de 3,0 M USD pour des actions anticipatives, atténuant les impacts humanitaires en Somalie.

La Turquie déploie un navire pour un forage offshore

Le 15 février, la Turquie a dépêché son navire de forage en eaux profondes Cagri Bey en Somalie pour lancer des forages d'exploration pétroliers offshore suite aux relevés sismiques réalisés l'an dernier. Le forage du puits Curad-1 devrait commencer en avril. Le navire, récemment intégré à la flotte turque de forage, devrait arriver dans environ 45 jours et sera accompagné de trois bâtiments de la marine turque.

SEYCHELLES

L'Inde débloque 175 M USD d'assistance financière

Le 9 février, à l'issue de discussions entre le Premier ministre indien, Narendra Modi, et le président seychellois, Patrick Herminie, l'Inde a annoncé un appui financier de 175 M USD. Cette annonce intervient dans le cadre de la visite officielle du président seychellois en Inde, du 5 au 10 février, au cours de laquelle les deux parties ont convenu d'intensifier leurs échanges socio-économiques.

L'enveloppe prendra la forme d'une assistance financière mixte : 125 M USD sous forme de crédit libellé en roupies et 50 M USD sous forme de subventions destinées à des projets de coopération dans les domaines du développement, du renforcement des capacités civiles et militaires, et de la sécurité maritime. En 2025, les importations de biens et services des Seychelles en provenance de l'Inde s'élevaient à 92 M USD, contre 2,5 M USD d'exportations seychelloises vers l'Inde.

TANZANIE

Lancement du transport ferroviaire conteneurisé sur la Standard Gauge Railway

Le 18 février 2026, la *Tanzania Railways Corporation* (TRC), l'agence publique chargée des chemins de fer, a officiellement lancé le transport de conteneurs sur la *Standard Gauge Railway* (SGR). Le premier convoi a parcouru les 420 km reliant Pugu (Dar es Salaam) à Ihumwa, dans la région de Dodoma. Le lancement du transport conteneurisé ferroviaire constitue une étape majeure du projet SGR dont les objectifs sont de décongestionner le port de Dar es Salaam et d'améliorer le transport du fret vers le centre du pays effectué jusqu'alors exclusivement par voie terrestre. Le train inaugural disposait de 50 wagons et a pu transporter 100 conteneurs. En parallèle de la mise en service du transport conteneurisé

ferroviaire, des travaux d'infrastructures sont en cours à Morogoro et à Ihumwa afin d'établir des dépôts intérieurs de conteneurs qui permettront d'accélérer la décongestion du port de Dar es Salaam. La TRC encourage les entreprises à recourir au SGR pour le transport de fret vers l'intérieur du pays, le présentant comme une alternative plus sûre et plus efficace que la route sur longues distances.

La Banque Centrale proche de son objectif de 20 tonnes d'or de réserves, avec 18 mois d'avance

La Banque de Tanzanie (BoT) devrait atteindre son objectif de 20 tonnes d'or de réserves, 18 mois avant le délai initialement prévu. Le programme d'acquisition aurifère a été lancé en octobre 2024, dans le cadre du *Bank of Tanzania Act* qui vise à formaliser le marché de l'or en encourageant les petites compagnies minières à vendre directement à la BoT avec l'idée de contribuer au renforcement de la transparence et améliorer la régulation du secteur. L'objectif est également de diversifier les réserves de la BoT afin de soutenir la stabilité monétaire du shilling tanzanien. Le gouvernement de la Banque a indiqué que la BoT prévoit de vendre une partie de ses stocks d'or une fois le seuil de 20 tonnes atteint pour permettre à la Banque centrale de continuer à acquérir de l'or tout en maintenant l'équilibre des réserves de change.